

# Le Bonnet Rouge

## Quotidien Républicain du soir

DIRECTION & PUBLICITE

14, rue Drouot (Paris 9°) — Téléph. : CENTRAL 69-70

RÉDACTION & ADMINISTRATION

142, rue Montmartre (Paris 2°) — Téléph. CENTRAL 80-02

DIRECTEUR :

Miguel ALMEREYDA

Cinq Centimes le Numéro (Paris et Départements) : Cinq Centimes

## Nouvelle Victoire Serbe

### Les Bulgares sont chassés de la cote 2625, la plus haute cote du KAIMATCHALAN

### NOS AVIONS BOMBARDENT MONASTIR

## Communiqués Officiels

780° JOUR DE LA GUERRE

COMMUNIQUE FRANÇAIS

20 septembre, 15 heures.

Au nord de la Somme, les Allemands ont attaqué nos positions sur la croupe 78 depuis le chemin de Cléry jusqu'à la rivière. Brisée par nos tirs de barrage et nos feux de mitrailleurs, l'attaque n'a pu aborder nos lignes dans la partie nord. Au sud, quelques fractions ennemies qui avaient pris pied dans nos éléments avancés ont été rejetés aussitôt par une contre-attaque vigoureuse de nos troupes. La lutte d'artillerie se poursuit assez vive dans le secteur de Bouchavesnes.

En Champagne, à l'est de la butte de Souain, et dans les Vosges, au nord-ouest d'Altkirch, des tentatives ennemies sur nos petits postes ont échoué.

Pariot ailleurs, nuit calme.

COMMUNIQUE D'ORIENT

De la Strouma jusqu'à la région à l'ouest du Vardar, canonnade habituelle et escarmouches de patrouilles.

A l'est de la Gerna, les troupes serbes, poursuivant vigoureusement leur offensive, ont attaqué la cote 2625, la plus haute cote du Kaimatchalan, organisée défensivement par l'ennemi. Après une lutte acharnée, allant jusqu'à corps à corps, l'infanterie serbe est restée maîtresse de la position. Les Bulgares, qui ont subi des pertes très élevées, ont laissé une cinquantaine de prisonniers entre nos mains.

A l'est de Florina, dans la région de la rivière Brod, une contre-attaque bulgare, appuyée par de la cavalerie, a été dispersée, vers Borezovo, par le feu de nos 75 avant d'avoir abordé les lignes serbes.

A notre aile gauche, l'ennemi résiste encore sur les hauteurs au nord de Pisoderi et vers le monastère de San Maro.

Dans Florina, nous avons nettoyé quelques maisons où des Bulgares se défendaient encore avec une sauvage énergie. Nous avons fait une centaine de prisonniers pendant cette opération.

Une de nos escadrilles a lancé de nombreux projectiles sur Monastir.

## La situation sur le front russe

Londres, 20 septembre. — On télégraphie de Petrograd au Times :

Il semble qu'un des premiers soins du haut commandement allemand, lorsque, l'année dernière, la route de Constantinople fut ouverte, ait été de faire venir en Allemagne le plus grand nombre possible de soldats turcs. Ces derniers reçoivent une éducation militaire et, placés sous les ordres de sous-officiers allemands, ils combattent maintenant dans les rangs des armées austro-allemandes.

Plusieurs centaines de ces Turco-Allemands ont été faits prisonniers par les Russes dans le voisinage de Brzezany, à l'ouest de la Zlota-Lipa.

La région de Halez semble n'être occupée par des Allemands. Il est maintenant évident que les lignes austro-allemandes ont été définitivement coupées, c'est-à-dire que l'ennemi de l'Allemagne a fait des progrès considérables.

Actuellement, les Allemands occupent en Russie une ligne allant de la région de Riga jusqu'à Halez. Au sud d'Halez, il existe une brèche occupée par les Russes. Plus au sud, les armées austro-hongroises se sont concentrées pour défendre la Hongrie.

## Mackensen en Bulgarie

Londres, 20 septembre. — On télégraphie de Bucarest au Times :

La prise du commandement suprême par Mackensen des troupes bulgares opérant dans la Dobroudja, peut être considérée comme indiquant que l'armée bulgare est pratiquement devenue une aile de l'armée allemande et que tous ses mouvements sont faits en conformité avec les plans de la stratégie allemande. Il semble que désormais l'état-major bulgare ne possède plus aucun contrôle sur les opérations de la Dobroudja, lesquelles ont été évidemment entreprises en vue de diminuer la pression roumaine en Transylvanie et de rendre nécessaire la transport des réserves roumaines dans la direction de la Dobroudja.

Le fait que les hostilités commencent du côté bulgare avant toute déclaration de guerre, est attribué, en Roumanie, à l'initiative de Mackensen et de ses officiers. On est convaincu que l'état-major allemand avait reçu des instructions en vue de compromettre le plus tôt possible les relations entre la Bulgarie et la Roumanie.

## Le tzar de Bulgarie chez l'archiduc Charles

Amsterdam, 20 septembre. — Un télégramme de Vienne annonce que le roi Ferdinand de Bulgarie et le prince Boris se sont rendus au quartier général de l'archiduc Charles, avec qui ils ont visité le front du général Koevess.

## Dans la Dobroudja

Bucarest, 19 septembre. — Les cercles autorisés considèrent que la situation militaire dans le secteur de la Dobroudja s'est améliorée considérablement.

Les forces russo-serbo-roumaines, que la brusque agression germano-bulgare a vus surpris en pleine concentration et contraint à battre en retraite ont été rejointes

n'est pas celle qui se repose à Athènes. Les armées sont faibles pour la défense de la patrie et non pas pour servir les intérêts de certains personnages. Jamais les hellènes ne se sont battus pour des personnes mais toujours pour des idées. Alexandre, lui-même, conquit l'Asie pour y apporter la civilisation grecque, non pour asservir ce pays — (Radio.)

## DES SOLDATS FIDÈLES AU ROI ATTENDUS A ATHENES

Athènes, 19 septembre (retardée dans la transmission). — On attend pour aujourd'hui l'arrivée de 2.500 soldats grecs appartenant au corps d'armée de Macédoine, et qui ont refusé de se joindre au mouvement national de Salonique.

Les officiers grecs en garnison à Athènes organisent une réception en leur honneur — (Radio.)

## La Conférence des Neutres

Christiana, 20 septembre. — La conférence des premiers ministres scandinaves s'est réunie hier à Christiania. La première séance a été consacrée à établir le programme qui fera l'objet des débats.

## Bourse de Paris

DU 20 SEPTEMBRE 1916

Tout le marché en coulisse est sans animation. Les valeurs seules ont montré un peu d'activité. Après Bourse l'on demande du caoutchouc. Tout est en progression. Bulie et Utah très demandés.

Fonds d'Etat Français : 3 o/o, 62.65. — 5 o/o, 90. — Actions diverses : Monaco, 3.150. — Caoutchouc, 114. — Malacca, 121. — Bytansk ord., 475. — Tula, 1.501. — Maltzoff, 785. — Hartmann, 510. — Banque de Mexico, 400. — Suez, 4.350. — Andalous, 380. — Biazny, 735. — Saragossa, 410.

## Informations

Par décret du 14 septembre courant : — Sont maintenus temporairement en fonctions les magistrats ci-après atteints par la limite d'âge : M. Bidaud de Hèle, président de Chambre à la cour d'appel de Paris ; M. Bousquet, conseiller à la cour d'appel de Toulouse.

## Les Tranchées de l'Arrière

« Les tranchées de la Réaction... » M. Gustave Téry a relevé cette expression dans un article du Bonnet Rouge, et le voilà désolé.

« Métaphore affligeante », écrit-il, ce matin, dans l'Œuvre.

Ce qui est affligeant, c'est, bien plus que la métaphore, l'ensemble de réalités qu'elle désigne.

Démocrates et socialistes n'ont pas tous attendu leur ordre de mobilisation pour aller se battre ; ils ont le droit d'exiger que, puisqu'ils ont suspendu toute action politique pour se consacrer à la défense du pays, leurs adversaires qui sont assés dans la vie civile, n'abusent pas de ce privilège pour triompher dans une lutte où, combattant sans rivaux, ils sont trop sûrs de vaincre.

Si la métaphore qui évoque ces sujets de mécontentement et bien d'autres encore, et qui désigne toutes les entreprises diverses des ennemis de la République, si cette métaphore est affligeante, c'est que, toute métaphore qu'elle soit, elle rappelle trop exactement l'affligeante réalité.

Mais, M. Gustave Téry poursuit en ces termes sa lamentation :

« Si l'y a les tranchées de la réaction, il y a en face, évidemment, celles de la République, et vous devinez quelles offensives, quelles contre-attaques, quels gaz asphyxiants et quelles marmittes infâmes on y prépare. »

« Evidemment », il devrait en être ainsi. M. Gustave Téry devrait dire vrai. Les républicains auraient dû, depuis longtemps, se défendre, entendre ; défendre les libertés qu'ils ont conquises et les réformes qu'ils ont accomplies. Aux lignes fondées par des prêtres ou des gens du Roy, ils auraient dû opposer des sociétés démocratiques. A la propagande des bonnes sœurs, une propagande en faveur de la liberté de conscience.

C'est évidemment sous cet aspect que la situation devrait se présenter. Les républicains ont respecté l'union sacrée. Mais, quand ils ont vu que leurs adversaires politiques se moquaient d'eux, ils auraient dû ne pas accepter d'être dupes.

Mais, si invraisemblable que cette vérité puisse paraître, la vérité c'est que les républicains n'ont rien fait de tout cela.

« Si l'y a des tranchées de la réaction », il n'y a pas de tranchées de la République.

Il y a, par exemple, à côté des grands journaux d'information qui sont « neutres » en politique comme en toutes cho-

Est nommé président honoraire M. Genty, ancien président du tribunal de première instance de Eohe, admis, par un précédent décret, à faire valoir ses droits à la retraite.

Le Président de la République et Mme Poincaré ont reçu hier soir à dîner, MM. de Narva et Ariola, ministres du commerce et des communications du royaume d'Italie.

Etant également invités les ministres de la marine, des travaux publics et du commerce.

Au Portugal, soixante-sept arrestations ont été effectuées, y compris celle de l'ancien député, José Silva, et de plusieurs agitateurs.

Une digue s'est écroulée dans la Bohême du Nord, à Weisse-Dessau. Plusieurs villages détruits. Deux cents cinquante morts.

## LA DEFENSE DES LOCATAIRES

Pour toutes les questions concernant les loyers, une permanence est établie, 14, rue Drouot, le mardi et samedi de 10 h. 1/2 à midi.

## LE TRAVAIL PARLEMENTAIRE

### La Question des Loyers

La commission de la Chambre repousse le projet du Sénat

La question des loyers reste à l'ordre du jour des travaux du Parlement. La commission de législation civile continuera cet après-midi l'examen du projet voté par le Sénat.

M. Edouard Ignace poursuivra la critique des dispositions adoptées dans la Haute-Assemblée, sur la proposition de M. Henri Chéron, et il exposera les grandes lignes du nouveau texte qu'il a l'intention de soumettre à ses collègues.

Le rapporteur de la question des loyers maintient tous les principes admis au Palais-Bourbon dans la première discussion.

D'ailleurs, dans cette œuvre, nos amis Arthur Levasseur et Pierre Laval interviendront avec énergie pour assurer le succès des droits incontestables des locataires. Nul doute qu'ils ne réussissent.

« Les tranchées de la Réaction... » M. Gustave Téry a relevé cette expression dans un article du Bonnet Rouge, et le voilà désolé.

« Métaphore affligeante », écrit-il, ce matin, dans l'Œuvre.

Ce qui est affligeant, c'est, bien plus que la métaphore, l'ensemble de réalités qu'elle désigne.

Démocrates et socialistes n'ont pas tous attendu leur ordre de mobilisation pour aller se battre ; ils ont le droit d'exiger que, puisqu'ils ont suspendu toute action politique pour se consacrer à la défense du pays, leurs adversaires qui sont assés dans la vie civile, n'abusent pas de ce privilège pour triompher dans une lutte où, combattant sans rivaux, ils sont trop sûrs de vaincre.

Si la métaphore qui évoque ces sujets de mécontentement et bien d'autres encore, et qui désigne toutes les entreprises diverses des ennemis de la République, si cette métaphore est affligeante, c'est que, toute métaphore qu'elle soit, elle rappelle trop exactement l'affligeante réalité.

Mais, M. Gustave Téry poursuit en ces termes sa lamentation :

« Si l'y a les tranchées de la réaction, il y a en face, évidemment, celles de la République, et vous devinez quelles offensives, quelles contre-attaques, quels gaz asphyxiants et quelles marmittes infâmes on y prépare. »

« Evidemment », il devrait en être ainsi. M. Gustave Téry devrait dire vrai. Les républicains auraient dû, depuis longtemps, se défendre, entendre ; défendre les libertés qu'ils ont conquises et les réformes qu'ils ont accomplies. Aux lignes fondées par des prêtres ou des gens du Roy, ils auraient dû opposer des sociétés démocratiques. A la propagande des bonnes sœurs, une propagande en faveur de la liberté de conscience.

C'est évidemment sous cet aspect que la situation devrait se présenter. Les républicains ont respecté l'union sacrée. Mais, quand ils ont vu que leurs adversaires politiques se moquaient d'eux, ils auraient dû ne pas accepter d'être dupes.

Mais, si invraisemblable que cette vérité puisse paraître, la vérité c'est que les républicains n'ont rien fait de tout cela.

« Si l'y a des tranchées de la réaction », il n'y a pas de tranchées de la République.

Il y a, par exemple, à côté des grands journaux d'information qui sont « neutres » en politique comme en toutes cho-

« Les tranchées de la Réaction... » M. Gustave Téry a relevé cette expression dans un article du Bonnet Rouge, et le voilà désolé.

« Métaphore affligeante », écrit-il, ce matin, dans l'Œuvre.

Ce qui est affligeant, c'est, bien plus que la métaphore, l'ensemble de réalités qu'elle désigne.

Démocrates et socialistes n'ont pas tous attendu leur ordre de mobilisation pour aller se battre ; ils ont le droit d'exiger que, puisqu'ils ont suspendu toute action politique pour se consacrer à la défense du pays, leurs adversaires qui sont assés dans la vie civile, n'abusent pas de ce privilège pour triompher dans une lutte où, combattant sans rivaux, ils sont trop sûrs de vaincre.

## Un grand débat parlementaire

### MM. Briand et Brizon ouvrent un débat passionnant,

M. Brizon a tenu hier, dans la discussion des douzièmes provisoires, à préciser les dépenses de la guerre.

Nous pensons qu'il nous autorisera, dans un but de stricte et loyale information, à publier les explications complètes du député de l'Allier, telles que nous les trouvons dans l'« Officiel ».

En réponse à M. Brizon, M. Aristide Briand, président du Conseil, a cru devoir prononcer un discours qui a fait sensation.

Toujours fidèles à notre souci d'informer exactement nos lecteurs, nous publions intégralement le discours de M. Briand, dont la Chambre a voté l'effacement par 421 voix contre 25.

M. le président. — La parole est à M. Brizon.

M. Brizon. — Messieurs, ne parlons pas. Le « partage » est une maladie pour députés.

Nous le savez bien : on vous a assez dit dans les journaux réactionnaires du Gouvernement.

N'écrivons pas non plus. L'écriture est un luxe abominablement permis par la misère aux mêmes journaux réactionnaires en bataille contre le Parlement et la République, et abominablement refusé par la même censure de M. Briand aux journaux républicains et socialistes, quand ils veulent répondre.

Ne pensons pas non plus : car la pensée est une dépravation dans un pays où le Gouvernement républicain et acclamé des habituels de monarchie et des mœurs de réaction.

Alors : que nous reste-t-il ? Le calcul. Eh bien, calculons. Chiffrons froidement le prix de la guerre. C'est, du moins, ce que je voudrais faire rapidement.

M. Ernest Outrey. — Il faudrait savoir si c'est nécessaire.

M. Brizon. — En mains, le rapport de M. le rapporteur général du budget, je vois qu'en 31 décembre 1916, nous aurons engagé — j'arrondis les chiffres — 65 milliards. Mais il faut avoir la loyauté de faire la discrimination, c'est-à-dire de distinguer les milliards dévorés par la guerre, soit 51 milliards.

Je laisse de côté les 2 milliards qui ont été avancés à des pays étrangers et à propos desquels M. le rapporteur général écrit cette phrase savoureuse :

« Cette charge peut d'ailleurs, étant donné l'époque indéterminée des remboursements, être considérée comme une véritable dépense augmentant le total précité. »

J'arrête le droit, dans ces conditions, de porter le chiffre des dépenses de guerre à 51 + 2 = 53 milliards.

M. Charles Bernard. — C'est déjà coquet !

M. Brizon. — Voilà les dépenses publiques. C'est le premier tableau du prix de la guerre.

Il y en a deux autres :

1° Le travail perdu pendant la guerre ; 2° La valeur des hommes perdus pour toujours, sans parler des mutilés.

Je mets d'abord sous vos yeux la valeur du travail perdu. Il y a 6 millions et demi d'hommes mobilisés. Sur 6 millions et demi, j'en compte 5 millions de productifs. Chiffre exact, me diront peut-être mes amis socialistes, parce que, dans la société capitaliste du temps de paix, il y a un grand nombre d'oisifs, d'improductifs et de parasites. (Interruptions et mouvements divers.)

M. Lucien Millevoye. — Ce n'est pas le moment de parler de sociétés capitalistes. Il y a une société, qui se défend ! (Applaudissements.)

M. Brizon. — Voyons ! monsieur Millevoye, je parle économie politique en ce moment.

5 millions d'improductifs. Si l'évalue à 10 francs par jour la valeur sociale du travail de chacun de ces hommes, pour 300 jours de travail, bon an, mal an, cela fait 3.000 francs par an, multipliés par 5 millions, font 15 milliards au bout de l'année.

Et comme la guerre, avec la politique du Gouvernement, va durer au moins un an encore, nous aurons ainsi au moins trois ans de guerre. Par conséquent la France aura perdu en travail trois fois 15 milliards, soit 45 milliards.

Voilà le deuxième tableau : 45 milliards de pertes sèches.

Voilà maintenant le troisième.

M. Picaud. — Et le travail de ceux qui restent et remplacent ceux qui sont partis, comment l'estimez-vous ? Il y a des femmes, des enfants, des vieillards qui travaillent et qui peinent depuis de longs mois sans se plaindre. Vous devez rendre hommage à leurs efforts. (Très bien ! très bien !)

M. Brizon. — Je reconnais la justice de votre objection. J'avais laissé ce point de côté pour ne pas allonger ma discussion. Mais comme j'ai le sentiment d'être resté en dessous de la vérité en chiffrant à 45 milliards la valeur du travail perdu pendant la guerre, je peux loyalement ne pas tenir compte du surtravail dont vous parlez. Car il est vrai que, les hommes étant partis, les femmes, les enfants et les vieillards ont travaillé plus qu'autrefois. Qui le sait mieux que moi, que vous, messieurs, qui connaissez l'admirable labeur de nos campagnes en ces tristes temps ? Mais passons. Vous avez raison, monsieur Picaud, et moi je n'ai pas tort.

Le troisième tableau est le plus douloureux : c'est la valeur économique des hommes tombés sur les champs de bataille. Je ne dis pas leur valeur morale. Elle est incalculable, en prenant le mot dans son sens étymologique, avec toute sa force. Oui, c'est incalculable la valeur d'un homme. Quel capital immense de sentiments, d'affections, d'intelligence, de talents, d'inventions, d'art, de science et de génie, sans doute, représentent ceux qui sont morts ! Aucun homme du monde ne peut le calculer !

M. le président du Conseil. — Mais, permettez-moi de vous le dire, il vous avoué. Vous connaissez bien mal la généreuse fierté de votre pays si vous croyez que la France pourrait accepter une économie de milliards, même de sang, dans des conditions aussi humiliantes.

M. le président. — La parole est à M. le président du conseil.

M. le Président du Conseil. — Il est indispensable de s'expliquer une fois pour toutes.

M. Raffin-Dugens. — Sur les buts de guerre ?

M. le Président. — Je demande à nos collègues de s'abstenir de toute interruption.

M. le Président du Conseil. — ... sur la question que M. Brizon vient de poser.

M. Brizon, en s'appuyant sur des calculs arbitraires susceptibles de comporter une part d'erreur qu'il n'est pas en mon pouvoir de chiffrer, a déclaré : « Voilà le nombre de milliards que la France est exposée à perdre. »

A quoi tendait cette démonstration ? M. Brizon nous a révélé toute sa pensée en disant : « Cette guerre, que M. le président du conseil prolonge, il serait possible de la faire cesser tout de suite et l'on épargnerait ainsi bien des milliards en même temps que bien du sang. »

Telle est la thèse que M. Brizon s'efforce de propager par tous les moyens en son pouvoir.

M. Brizon. — C'est mon droit ! (Mouvements divers.)

M. le Président du Conseil. — Et que moi, je considère comme un moyen de combattre également par tous les moyens en mon pouvoir. (Vifs applaudissements.)

Monsieur Brizon, jetez les yeux sur votre pays et vous constaterez que ce n'est pas de son plein gré qu'il est allé à cette guerre horrible. Après plus de quarante années de paix maintenue dans les conditions les plus difficiles, je pourrais même dire les plus douloureuses, il a été un jour brusquement attaqué. Dans le passé, on avait tout fait pour laisser sa patience, pour faire naître sous ses pas des conflits, pour l'entraîner à la guerre. Cette guerre à laquelle on a vainement tenté de le pousser, il a été forcé de la subir. (Vifs applaudissements.)

Il représente bien quelque chose, votre pays, monsieur Brizon, dans l'humanité, au point de vue de la diffusion des idées qui ont le plus contribué à la faire évoluer vers le progrès. (Très bien ! très bien !)

Vous pays à l'passé éclairant qui doit nous engager tous à l'aimer. (Applaudissements.) Or, voilà tout à coup ce pays, qui est comme le foyer d'un rayonnement toutes les idées les plus généreuses et les plus admirables dont se réclame le monde civilisé, voilà qu'il est l'objet de la plus brutale et de la plus injustifiée des agressions ; on lui saute à la gorge, on s'efforce de le terrasser et, pour l'atteindre, on passe sur le corps mutilé et sanglant d'un petit pays dont on avait garanti la neutralité. (Applaudissements prolongés.)

Depuis deux ans, votre pays a l'honneur d'être le champion du droit : il a maintenu l'envahisseur ; il a défendu contre lui l'humanité tout entière ; et, après que son sang a coulé à flots sur les sillons de la France, vous venez, vous, et vous dites : « Négociations la paix ! »

Quel défi et quel outrage à la mémoire de tant de héros tombés pour la Patrie, de tant de morts glorieux. (Un grand nombre de députés se lèvent. — Applaudissements vifs et répétés.)

Comment ! monsieur Brizon, votre pays est envahi ; on le torture dans dix de ses départements ; d'épouvantables excès sont commis contre des populations qui réagissent avec un admirable moral. (Vifs applaudissements.) on enlève les femmes, les jeunes filles, on leur fait subir les plus durs traitements.

M. Klott, président de la Commission du budget. — Monsieur Brizon, écoutez M. Lebas, le maire de Roubaix.

M. le président du Conseil. — C'est au moment où, quand même, ces populations ont l'oreille tendue vers le bruit du canon, qui approche, le regard tourné vers l'horizon, attendant la délivrance par la victoire, que vous venez dire : « Négociations la paix ! » (Vifs applaudissements sur un très grand nombre de bancs.)

Monsieur Brizon, je ne vous fais pas l'injure de croire que votre idéal n'est pas sincère.

M. Brizon. — D'ailleurs je n'ai pas dit cela. (Bruit.)

M. le président du Conseil. — Mais, permettez-moi de vous le dire, il vous avoué. Vous connaissez bien mal la généreuse fierté de votre pays si vous croyez que la France pourrait accepter une économie de milliards, même de sang, dans des conditions aussi humiliantes.

Je me tourne alors vers vous et je vous dis : Vous avez des soucis humanitaires ! Votre cœur saigne de voir saigner votre pays. Vous voulez que le peuple français ne soit pas trop amoindri.

M. Brizon. — Je veux la victoire du travail.

M. le président du Conseil. — Mais quelle paix feriez-vous donc à ce pays ! Vous ne connaissez donc pas l'Allemagne ?

M. Raffin-Dugens. — L'Action française ne la connaît pas non plus !

M. le président du Conseil. — Si la paix venait avant que n'aient été accomplis les gestes nécessaires, ce serait une paix de guerre, les générations de l'avenir se trouveraient vouées à toutes les angoisses, constamment menacées. L'orgueil mystique de l'Allemagne la pousserait à renouveler

Georges CLAIRES.

# Aux Écoutes

## À Saint-Nazaire

À Saint-Nazaire, il y avait des employés de chemin de fer. Ça commençait comme ça. Une deuxième fois, on dépêcha des gens de Saint-Nazaire qui connaissaient les malades. Ils furent surveillés, reconnus et cités à comparaître devant les chefs comptables.

À l'interrogatoire, les accusés ne nièrent rien. Vous vous êtes déclarés malades ? — Mais nous sommes malades, officiellement reconnus. — Pourtant, vous travaillez ? — Parce que nous ne pouvons vivre avec le salaire qui nous est donné au chemin de fer.

Vous savez que vous êtes passibles du Conseil de guerre, qui vous renverrait au front. — Au front, nous mangerons. Ici, nous mourons de faim : nous préférons le front. — Très sagement, la Compagnie a compris que les réclamations avaient raison. Elle a promis l'augmentation, pour l'instant, elle n'a encore que promis. Area, impatience, employés attendent qu'elle exécute. — FAX NY CLAR.

Malgré les exagérations avec lesquelles la presse accueille la moindre nouvelle d'un peu d'agitation en Allemagne, il n'est point nié que des émeutes sérieuses ont éclaté ces jours derniers. Les cris des femmes maudissant les junkers bourgeois du peuple et responsables pour une grande part de la guerre, n'ont pu, malgré les arrestations, être entièrement étouffés.

Guillaume II méditera peut-être un jour les vers de la chanson de Dupont. On n'arrête pas le murmure. Du peuple quand il vit : j'ai faim. — C'est la grande clameur venue de la misère aux abois qui toujours jeta ses trénes par terre.

Il y a peut-être un mois, nos instructions nos lecteurs d'un petit jeu qui peut tout aussi bien être baptisé de tranchées ou de salon. La règle de ce divertissement — bien innocente — était de faire suivre un dicton, une maxime, un proverbe ou une phrase

finer les caisses et les sacs. Les inspecteurs revinrent bredouilles. C'était à recommencer. Une deuxième fois, on dépêcha des gens de Saint-Nazaire qui connaissaient les malades. Ils furent surveillés, reconnus et cités à comparaître devant les chefs comptables.

Pour commencer par le sévère, notez qu'à Saint-Nazaire, il y a des employés de chemin de fer. Depuis la guerre, et malgré que des dizaines gracieuses les envoient du front quand elles éprouvent quelque ranche contre la compagnie. Ces besoins ne donnent un formidable travail. À Saint-Nazaire, particulièrement, règne une grande activité de transit. La vie augmentait à la combe ailleurs, les cheminsots réclamaient une indemnité de cherté de vivres. L'indemnité fut refusée. Las de travailler de façon forcée, sans arriver à manger et nourrir leur famille, les employés du P.-O., exaspérés, se dirent soulagés.

Le médecin de service les ayant visités, les laissa officiellement malades. Du jour au lendemain, le chef de gare de Saint-Nazaire se trouva sans un seul employé. Il fut obligé de demander des intérimaires. On peut au passage, remarquer l'anomalie qui se rencontre ailleurs qu'à Saint-Nazaire et peut d'autres travaux que ceux de la voie. Tandis qu'aux habitudes travailleurs et refusés la légère et si juste augmentation qu'ils réclamaient, les auxiliaires, embauchés sous le coup de la nécessité, exigent et reçoivent le salaire qu'ils veulent. Ce salaire, on le connaît, est toujours fort élevé.

Mais voici que le plaisir inattendu dans mon histoire. Nos employés de chemin de fer, utilisant leurs droits de congés pour maladie, s'en allèrent travailler aux docks. En ces temps actuels, le mouvement du port permet aux déchargeurs des quais de gagner fort largement sur existence. Il n'est pas rare qu'ils arrivent à des journées de vingt-cinq francs.

C'est dire que les employés du P.-O. subsistent mieux qu'avant les 3 fr. 50 coté par la générale compagnie. La chose s'appréhende, comme de juste. De fait, les malades ne se cachent guère. On envoia des inspecteurs sur le port. Mais allez donc retrouver dans la foule grouillante, des gens qui n'ont pas travaillé, les employés n'avaient point revêtu leur uniforme pour aller col-

guerre ? J'ai dit qu'elle durait encore un an au moins avec la politique de M. Briand. (Vives interruptions au centre.)

M. Lucien Millevoye. — Comment ! la politique de M. Briand. Nous ne vous laisserons pas dire cela. La guerre durera ce que les nécessités de la défense nationale l'imposent. Il ne s'agit pas de la politique de M. Briand.

Il est inadmissible qu'un député français publiquement à la tribune, dise que nous suivions une politique. Nous suivions une nécessité de notre cœur et de la défense nationale. (Applaudissements.)

M. Rafin-Dugens. — Quels sont vos buts de guerre, à vous ? (Bruit.)

M. Lucien Millevoye. — C'est d'abord que nous fassions une paix définitive, qui ne soit pas votre paix, suivant vos conceptions, mais une paix française et établie sur des bases définitives. (Interruptions sur quelques bancs du parti socialiste.)

Il ne s'agit pas d'aller à Kienthal ou ailleurs, quand nous avons encore nos frontières menacées et jusqu'à ce qu'elles redeviennent françaises.

Voilà notre but. Et quand elles redeviennent françaises, il faudra que la paix s'établisse de telle façon que nous soyons à l'abri de toutes les inquiétudes et de toutes les angoisses de l'avenir. (Applaudissements.)

M. Brizon. — Supposons qu'à la fin de la guerre la France ait un million et demi d'hommes de tués. Je reprends mon calcul : la valeur économique de leur travail, j'ai dit 10 fr. par jour ; 300 jours de travail, 3.000 francs. Ça fait un million et demi de travail. J'arrive ainsi à 100.000 francs par homme.

On ne dira : Mais il est des hommes tués qui n'auraient pas fourni trente-trois ans de travail. C'est vrai, mais d'autres, toute jeune que j'ai été touchée au début de la guerre, auraient travaillé plus de trente-trois ans. D'autre part, c'est rester bien au-dessous de la vérité économique et sociale que d'évaluer à 10 francs par jour la valeur du travail d'un producteur pour le régime bourgeois, où la main capitaliste pompe une bonne part du travail ouvrier et paysan. (Interruptions.)

Je ne crois donc pas exagérer en adoptant ce chiffre de 100.000 francs par homme.

Or, multipliez 100.000 francs par un million et demi, vous obtenez 150 milliards de francs comme valeur économique des Français tués pendant la guerre, 150 milliards perdus pour la France.

M. Frédéric Brunet. — C'est ce qui montre la grandeur du crime de l'Allemagne ! (Applaudissements.)

M. Brizon. — Ainsi, voilà les trois chiffres : d'abord 50 milliards de dépenses publiques à l'heure actuelle, 50 milliards de dépenses dans l'armée de la guerre. Dans un an, avec 30 milliards de plus, le chiffre sera d'environ 80 milliards de dépenses publiques.

Prévoir 50 milliards pour la réparation des dommages, c'est, je pense, ne rien exagérer là non plus. Et voilà 85 milliards dévorés par la guerre. Et dire qu'autrefois, on n'avait pas d'argent pour les retraites ouvrières et paysannes !

M. Maréchal. — Cela réalise vos théories, puisque vous voyez la suppression du capital. (Vives interruptions.)

M. Brizon. — A ces 85 milliards, il faut ajouter notre ancienne dette, qu'on oublie un peu trop maintenant, nos 30 milliards, 85 et 30, cela fait 115 milliards.

Voilà le gouffre à combler ! Qui paiera ? M. Ribot ne le pas encore dit ; et je ne vois pas apparaître dans sa politique financière le patriotisme obligatoire des classes riches. 115 à 120 milliards voilà un premier chiffre.

Deuxième chiffre : 45 milliards de travail perdu à l'heure actuelle, et à la fin de la guerre, dans un an, 150 milliards de plus, 60 milliards.

Troisième chiffre : 150 milliards enfouis dans la terre avec les tués.

Ainsi, 115 à 120 milliards de dette publique et environ 200 milliards de pertes séchées ; voilà la guerre chiffrée. Et, encore une fois, je laisse de côté tout le problème moral.

La guerre est une affaire. (Exclamations.) Oui, dans la période capitaliste où nous sommes depuis un siècle, les guerres, les guerres coloniales, et la guerre actuelle, ne sont que des affaires. (Bruit.)

Or, une affaire se traite comme une affaire : intelligemment, prudemment, avec le coup d'œil sur l'avenir. Un lieu de donner le sang de son pays, M. Briand, pour obtenir le résultat qu'on veut atteindre, la victoire, dites-vous, c'est-à-dire, je pense, l'indépendance nationale que nous voulons comme vous, si on peut l'atteindre par négociation ou intelligemment, on peut et on doit négocier. Avant d'avoir fait la preuve absolue que toute solution par la paix est impossible, on n'a pas le droit de continuer à jeter, sans compter, les milliards du peuple dans l'abîme, et les hommes en masse dans le feu rouge de la mort. (Bruit.)

Appréhensions sur quelques bancs du parti socialiste. — Réclamations au centre, à gauche et à droite.)

demain le mauvais coup qu'elle n'a pas pu réussir aujourd'hui. — Est-ce là l'avenir que vous désirez pour votre pays ?

M. Rafin-Dugens. — Est allé au Maroc ! (Vives exclamations.)

M. le Président du Conseil. — A travaillé avec une pièce en faïence, en dépit des conditions de faiblesse morale, auxquelles il n'est pas possible à un peuple, après la défaite, de se soustraire.

Demain, la France aura saigné sous les coups pour de nobles idées ; déjà rayonne sur son front une couronne de prestige et de gloire qui, dans les luttes de la paix, la fera plus ardente au travail, lui rendra une main-d'œuvre plus efficace. N'oubliez pas dans vos statistiques, cette énergie morale d'un peuple, centuplée par la victoire obtenue pour une noble cause. Demandez-vous si nous n'en tirerons pas de larges compensations.

Monsieur Brizon, je vous en supplie, dans l'intérêt même de votre idéal, si vous voulez que la paix règne sur le monde, si vous voulez que les idées de justice et de liberté y prospèrent, souhaitez la victoire de votre pays.

M. Brizon. — Oui, par la paix.

M. le Président du Conseil. — Souhaitez l'indemnité et ne cherchez pas à faire croire que nous ne voulons que la paix, mais maître aujourd'hui. Cette paix-là serait une paix humiliante et déshonorante. Il n'y a pas un Français qui la puisse désirer. (MM. les députés se lèvent. — Vifs applaudissements répétés et prolongés.)

M. le Président de la Commission du budget, M. le Rapporteur général et plusieurs de leurs collègues. — Nous demandons l'affichage du discours de M. le Président du Conseil. (Applaudissements.)

L'affichage du discours de M. Briand a été voté par 421 voix contre 26

ONT VOTE CONTRE :

MM. Alexandre-Blanc, Barabant, Bétollet, Bousson (Hautes-Rhône), Bras, Brizon, Buisson, Caillet, Deguise, Demoulin, Giray (Seine), Goude (Finistère), Jean Langouët, Robert (Ardennes), Lissac, Manuès, Mistral, Parvy, Phillois, Poncelet (Aube), Pons, Pressmann, Adrien, Rafin-Dugens, Sabin, Sixte-Quenin, Vallière, Walter

SE SONT ABSTENUS :

MM. Acozbray, Bargeon, Bernard (Loire), Gard, Berthoin, Bon (Jean), Bouvier, Brucke, Lericq, Gachin (Marcel), Schœl, Gosselin, Chausse, Dalbier, Defontaine (Nord), Deschamps (Paul), Dozy, Dumont (Lucien), Fournier, Guichard, Juy, Labrousse, Lafont (Ernest) (Loire), Laurent (Eugène) (Nièvre), Laval (Pierre), Lefort, Lecomte (Maurice), Maunoury (Maurice), Mayras, Morel (Paul) (Haute-Saône), Morin (Ferdinand) (Inde-et-Loire), Moutet, Navarre, Paul Constantin (Aube), Pons (Maurice), Pierre (André), Ponsot (Georges) (Aube), Polzet, Renaudot, Rogeon, Rostaing, Roux-Costant, Thivier, Turmal, Vigne (Olivier), Viollette, Volin (Lucien) (Seine), Volinot (Rhin).

ETAIENT ABSENTS PAR CONGE :

MM. Angès (Raoul), Basly, Bernard (Maurice) (Drouot), Bignon (Paul), Blaisot, Bonnevay, Borrel (Antoine) (Savoie), Bospuelle, Caillaud (Léon), Chassaing, Chaillu-Servinette, Chavoix, Cochon (Claude) (Nord), Constant (Adrien) (Tarn-et-Garonne), Coustaut (Henri), Cruppi, Decroze, Delory, Deschamps, Deshayes, Duménil (Jean), Goussier, Emile Favre (Haute-Savoie), Even, Eyraud, Flandin (Ernest) (Ardennes), Gobert, Goussier, Gaston Duménil (Maine-et-Loire), Goussier, Goussier, Goussier (Pierre), Grandmaison (de), Hoube, Ingels, Jasse, Julien (marquis) de, Kerguelan (de), La Farmonays (marquis) de, Lamoureux, Landry, Lantès, Laurent Eynac, Le Hal (Georges), Lebour (Charles), Le Brocq, Lelas (Gaston), Lery (André) (Loire), Maurice-Binder, Messimy (colonel), J. de Riez (de) (Maine-et-Loire), de la Roche (de), Paul Simon, Fochard, Polifon, Peyroux (André), Pierre Robert, Putéaut (colonel) de, Ruchonnet, Reilly-Sault, de de Dalmatie, Robert Surcouf, Rouleux-Duval (Henri), Sarraut (Albert), Sibon (Jean) (Savoie), Sorbiaux, Thierry (Albert) (Aisne), Tournade (H.-Colonel).

Tous les autres députés ont voté pour.

LA BATAILLE pour la Paix

UNE LIGUE DE FEMMES ALLEMANDES

Zurich, 18 septembre. — Les femmes allemandes viennent de fonder une ligue nationale pour une paix durable. Le programme de cette ligue est le suivant : 1. Appuyer les organisations en Allemagne qui ont pour but d'empêcher une nouvelle guerre entre les peuples ; 2. Soutenir et renouveler les relations internationales ; 3. Essayer de rassembler toutes les organisations en Allemagne ayant pour but d'enrayer toute velléité guerrière.

CONGRÈS-ROUGE, 28<sup>e</sup> année, Saison d'été 1916-1917, 6, rue de la Tourette (Métro Odéon) ; directeur, Edouard Buisson ; secrétaire, Léon Duroy ; secrétaire adjoint, Maurice Chastant ; trésorier, M. Chastant ; M. Chastant, Mme Chastant, Mlle Le Guyader, M. R. Julien.

Dispositif thermique à Bagdad-Des-Om. — L'exploitation en 1916-1917 se fera par un puits de 76.190 francs, qui est compensé par l'application du bénéfice reporté précédemment se montant à 77.928 fr.

Dispositif thermique à Bagdad-Des-Om. — L'exploitation en 1916-1917 se fera par un puits de 76.190 francs, qui est compensé par l'application du bénéfice reporté précédemment se montant à 77.928 fr.

Dispositif thermique à Bagdad-Des-Om. — L'exploitation en 1916-1917 se fera par un puits de 76.190 francs, qui est compensé par l'application du bénéfice reporté précédemment se montant à 77.928 fr.

Dispositif thermique à Bagdad-Des-Om. — L'exploitation en 1916-1917 se fera par un puits de 76.190 francs, qui est compensé par l'application du bénéfice reporté précédemment se montant à 77.928 fr.

Dispositif thermique à Bagdad-Des-Om. — L'exploitation en 1916-1917 se fera par un puits de 76.190 francs, qui est compensé par l'application du bénéfice reporté précédemment se montant à 77.928 fr.

Dispositif thermique à Bagdad-Des-Om. — L'exploitation en 1916-1917 se fera par un puits de 76.190 francs, qui est compensé par l'application du bénéfice reporté précédemment se montant à 77.928 fr.

Dispositif thermique à Bagdad-Des-Om. — L'exploitation en 1916-1917 se fera par un puits de 76.190 francs, qui est compensé par l'application du bénéfice reporté précédemment se montant à 77.928 fr.

Dispositif thermique à Bagdad-Des-Om. — L'exploitation en 1916-1917 se fera par un puits de 76.190 francs, qui est compensé par l'application du bénéfice reporté précédemment se montant à 77.928 fr.

Dispositif thermique à Bagdad-Des-Om. — L'exploitation en 1916-1917 se fera par un puits de 76.190 francs, qui est compensé par l'application du bénéfice reporté précédemment se montant à 77.928 fr.

Dispositif thermique à Bagdad-Des-Om. — L'exploitation en 1916-1917 se fera par un puits de 76.190 francs, qui est compensé par l'application du bénéfice reporté précédemment se montant à 77.928 fr.

Dispositif thermique à Bagdad-Des-Om. — L'exploitation en 1916-1917 se fera par un puits de 76.190 francs, qui est compensé par l'application du bénéfice reporté précédemment se montant à 77.928 fr.

Dispositif thermique à Bagdad-Des-Om. — L'exploitation en 1916-1917 se fera par un puits de 76.190 francs, qui est compensé par l'application du bénéfice reporté précédemment se montant à 77.928 fr.

Dispositif thermique à Bagdad-Des-Om. — L'exploitation en 1916-1917 se fera par un puits de 76.190 francs, qui est compensé par l'application du bénéfice reporté précédemment se montant à 77.928 fr.

Dispositif thermique à Bagdad-Des-Om. — L'exploitation en 1916-1917 se fera par un puits de 76.190 francs, qui est compensé par l'application du bénéfice reporté précédemment se montant à 77.928 fr.

Dispositif thermique à Bagdad-Des-Om. — L'exploitation en 1916-1917 se fera par un puits de 76.190 francs, qui est compensé par l'application du bénéfice reporté précédemment se montant à 77.928 fr.

Dispositif thermique à Bagdad-Des-Om. — L'exploitation en 1916-1917 se fera par un puits de 76.190 francs, qui est compensé par l'application du bénéfice reporté précédemment se montant à 77.928 fr.

Dispositif thermique à Bagdad-Des-Om. — L'exploitation en 1916-1917 se fera par un puits de 76.190 francs, qui est compensé par l'application du bénéfice reporté précédemment se montant à 77.928 fr.

Dispositif thermique à Bagdad-Des-Om. — L'exploitation en 1916-1917 se fera par un puits de 76.190 francs, qui est compensé par l'application du bénéfice reporté précédemment se montant à 77.928 fr.

Dispositif thermique à Bagdad-Des-Om. — L'exploitation en 1916-1917 se fera par un puits de 76.190 francs, qui est compensé par l'application du bénéfice reporté précédemment se montant à 77.928 fr.

Dispositif thermique à Bagdad-Des-Om. — L'exploitation en 1916-1917 se fera par un puits de 76.190 francs, qui est compensé par l'application du bénéfice reporté précédemment se montant à 77.928 fr.

Dispositif thermique à Bagdad-Des-Om. — L'exploitation en 1916-1917 se fera par un puits de 76.190 francs, qui est compensé par l'application du bénéfice reporté précédemment se montant à 77.928 fr.

## Grand Concours des Lois Sociales

Organisé par "LE BONNET ROUGE"

Sous le patronage de MM. Léo BOUYSSOU, député des Landes, membre de la Commission du Suffrage universel ; J.-L. BRETON, député du Cher, président de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales ; Victor DALBIEZ, député des Pyrénées-Orientales, membre de la Commission de législation fiscale ; Pierre LAVAL, député de la Seine, secrétaire de la Commission de la législation civile et criminelle ; LEVASSEUR, député de la Seine, vice-président de la Commission du Commerce et de l'Industrie ; Jean LONGUET, député de la Seine, secrétaire de la Commission de la législation civile et criminelle ; Louis MARTIN, sénateur du Var, membre de la Commission des Affaires étrangères ; VALIERE, député de la Haute-Vienne, membre de la Commission de l'Enseignement et des Beaux-Arts.

Que les retardataires se hâtent !!!

Il ne leur reste plus que quelques heures pour concourir, toutes les réponses devant être remises au "Bonnet Rouge", 14, rue Drouot,

AUJOURD'HUI

Bien entendu, nos lecteurs peuvent encore faire parvenir par la poste les feuilles de concours.

Toutes celles dont l'enveloppe portera le cachet de la poste du 20 septembre, ou d'un jour précédent, seront reconnues valables, quelle que soit la date de leur réception.

## Les Planches

CE SOIR

Théâtres

COMÉDIE-FRANÇAISE. — 8 h., A quoi rêvent les jeunes filles ? (Le genre de la comédie.)

OPÉRA-COMIQUE. — Relâche.

OPÉRA-SAINTE-MARTIN. — Tous les soirs, à 8 h. 30, Les Opéris. Matinée jeudi et dimanche à 2 h. 30. MM. J. Hertz, Colas, Colas, Duval, Danno, Deshayes, M. Hertz, M. Hertz, M. Hertz.

NOUVEAUX ANTOINE. — Tous les soirs, à 8 h. 20, Fregoli, dans son nouveau spectacle, et Péggy, drame lyrique, avec M. Nubio, Mlle Célestine, M. Hertz, M. Hertz, M. Hertz.

RENAISSANCE. — 8 h. 10, L'Heure du Librement.

ATHÉNÉE. — 8 h. 30, Le Pi à la patte.

VAUDEVILLE. — 8 h. 30, Les Écoliers d'une Petite Française. (Jeudi, samedi et dimanche.)

GYMNASE. — 8 h. 30, The Great Raymond.

BOUFFES-PARISIENS. — 8 h. 30, Le Veilleur de nuit.

GRAND-GUIGNOL. — Relâche.

VAUDEVILLE. — 8 h. 30, Paris pendant la Guerre, revue cinématographique.

NOUVEAU-CIRQUE. — 8 h. 30, Antonio, détective.

DELIZY. — 8 h. 30, On a Déjà vu.

MICHEL. — 8 h. 30, Bravo, revue.

LUNY. — 8 h. 15, Monsieur le Pèlerin.

## Courrier des spectacles

COMÉDIE-FRANÇAISE. — Demain, jeudi 21, une matinée à 1 h. 30, Polyeucte ; à 8 h. 15, Les Femmes de Progne. — Le soir, à 8 h. 15, reprise, Le Médecin de Villeneuve en quatre actes de Georges Sand. Mmes Lantès, Raphaël Duflos, Siblot, Havel, Lafon, Mmes Thiers, Lara, Jane Faber, Huguette Dufras. Le spectacle sera joué en costumes 1910.

SARAS-BERNHARDT. — Depuis hier Fregoli est sous le feu de la critique. On ne peut pas dire qu'il soit très apprécié par les spectateurs. C'est un sketch dramatique du plus troublant effet. Il est composé de scènes qui ont pour but de satiriser et d'apparaître en tous les types qui entourent un acte d'homme. La promptitude des changements, des montages, des transformations, fait que c'est un spectacle à toute reprise, que plusieurs personnages évoluent sur la scène. Le nouveau sketch alternera avec Polyeucte et sera joué les lundi, mercredi, vendredi et le dimanche en matinée. Fregoli, qui inaugure le sketch, s'annonce comme l'un des plus grands talents actuels pour lesquels les prix ont couronné leur bon succès (Fautoules de 1 à 7 francs).

Ensemble, Simon-Girard..... CHEZ MAYOL  
Salle archaïque..... CHEZ MAYOL  
Les Chardonnets opérés..... CHEZ MAYOL  
Succès de son..... CHEZ MAYOL  
Partie de Concert : 15 artistes..... CHEZ MAYOL

## Faits divers financiers

Produits chimiques d'Alsace (Péchiney et Cie) — L'Assemblée du 6 septembre a voté à l'unanimité l'absorption des Forces motrices de l'Arue et l'augmentation du capital social.

Société Industrielle des Pétroles. — On prévoit pour les six premiers mois de l'exercice 1916-1917 un bénéfice net de 40 millions de francs par action, au lieu de 40 francs l'année précédente.

Société d'Electro-Chimie. — L'exercice clos le 30 septembre dernier, a donné 1.829.301 fr. de bénéfices nets contre 801.881 fr. précédemment. Le dividende a été porté de 37 fr. 50 à 50 fr. Le solde de ce dividende de 231.817 fr. est actuellement en paiement.

Banque de la Martinique. — Par suite de l'accroissement des bénéfices, qui en 1915-1916 ont dépassé de 370.303 fr. à 691.050 fr., les dividendes annuels ont été élevés de 13 fr. 70 à 62 fr.

Gazelles Lorraine. — Les bénéfices de 1915-1916 ont dépassé de 3.000.000 francs en chiffres ronds les bénéfices de l'exercice précédent. Le dividende sera maintenu à 7 fr. 50 par action.

Le crédit commercial des Alliés. — Pour améliorer les conditions d'achat à l'étranger et notamment sur le marché américain, la Banque de France, la Banque de Russie et la Banque d'Italie vont prêter des sommes importantes et au gouvernement anglais, qui leur ouvriront des crédits et les livres sterling. Londres, 18 septembre. — On a ainsi prêtés sans résultat par l'AR Belter.

Le rendement des impôts. — En août, le total des impôts et revenus s'est élevé à 23.135.000 francs, ou augmentation de 28 francs par rapport à août 1915 et de 110 francs par rapport au rendement normal. Mais il faut observer que cette plus-value est due aux droits d'importation, qui ont atteint 118.700.000 francs, contre 50.000.000 francs en période normale.

Le Requête Électrique. — On annonce comme très prochaine l'augmentation du capital social de 11.625.000 francs à 15 millions. Les actions nouvelles seront émises à 150 francs. Les actionnaires actuels auront un droit de préférence de 1 action sur 2 actions nouvelles pour 5 actions.

Compagnie électrique de la Loire et du Centre. — Malgré l'augmentation des bénéfices en 1915-

connue, de ces motifs : Dans le milieu du lit. Un secteur qui dans les tranchées, a passé ses longs moments d'inaction à ce jeu, nous communiquent quelques-uns de ses "as" parmi les meilleurs.

C'est, paraît-il, dans le Ciel que l'imprévu est le plus amusant : — Sois-tu bien qui je suis ? (dans le milieu du lit).

— Mais, pareils à deux fois ne se font pas connaître... (dans le milieu du lit).

— A quatre pas d'ici je te le fais savoir (dans le milieu du lit).

— Jeune présomptueux (dans le milieu du lit).

— A vaincre sans péril, on triomphe sans gloire (dans le milieu du lit).

Il est à penser que l'histoire avait déjà connaissance du "truc" quand il écrivit la fameuse scène du duel. Nulle part, en effet, en une seule scène, on ne peut "cueillir" tant d'expressions se prêtant si bien à la règle du jeu.

La description est étonnante des nouvelles mitrailleuses blindées employées par les Anglais et qui paraissent étonner fortement les Allemands. À la lire, on s'imagine de plus en plus vivre les éblouissements des plus fantasistes des plus imaginatifs romanciers.

C'est l'avènement du monde prêté par Wells. Le fantastique se fait réalité. C'est la mitrailleuse de la machine-outil, de la machine-outil, de la machine-outil — six personnages au plus — non compris la figure. Les personnes qui voudraient bien envoyer des lettres, sont priées de s'adresser à M. Jean Bernard, 21, rue de Valenciennes, 5<sup>e</sup> étage, S. P. numéro 115.

Un groupe d'artistes professionnels et amateurs ayant monté dans les tranchées un théâtre pour distraire leurs camarades, demandent des comédiens et comédiennes indistincts personnages au plus — non compris la figure. Les personnes qui voudraient bien envoyer des lettres, sont priées de s'adresser à M. Jean Bernard, 21, rue de Valenciennes, 5<sup>e</sup> étage, S. P. numéro 115.

Le roman sentimental semble avoir été tué par les événements. Les vers ? Il s'en dit beaucoup, il s'en lit peu.

Bien entendu le livre de luxe est très en baisse. Les nouveaux riches n'en sont pas encore à l'achat de bibliothèques.

Quant à l'augmentation du prix des volumes : 3 francs 50 au lieu de 3 francs, elle n'a eu qu'à peine à la vente. Toutefois, le vou des libraires, dites-le, monsieur, serait qu'on ramène le livre à 3 francs mais avec une édition un peu plus soignée.

On voit par ce qui précède, qu'en dépit des insidieuses apparences à l'exception, décidément, n'est plus la peur du rêve.

Le poète avait vu juste ; il y a de la brouille au sein de tant de familles.

GEORGES-ANDRÉ.

Bibliographie

LIVRES REÇUS

Louis N. Parker : *Disraeli*, a play in four acts. John Lane, London.

S. Leacock : *Essays and Literary Studies*. John Lane, London.

R. West : *Henry James*. Nisbet, London.

</